



L'Union Départementale des Syndicats Force Ouvrière du Tarn a pour but de grouper tout les syndicats et sections syndicales constitués dans les entreprises du secteur privé, dans les administrations et collectivités territoriales du département.

Au sein d'une organisation libre et indépendante, elle coordonne les actions de revendications et de défense des intérêts matériels et moraux des salariés.

Elle regroupe les salariés (actifs, chômeurs et retraités) au-delà de leurs choix politiques, philosophiques ou religieux.

L'UD FO du Tarn est la structure représentant officiellement la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

Contribution de l'Union Départementale Force Ouvrière

Un passé industriel glorieux, un avenir incertain ?

Le sud du Tarn est riche d'une longue tradition industrielle remontant, au XIV^{ème} siècle pour le textile et au milieu du XIX^{ème} siècle pour la métallurgie, le délainage, ou le travail du bois. Enfin vers le milieu du siècle dernier, Pierre Fabre a créé un important groupe industriel tourné vers la pharmacie et la cosmétologie, compensant pour partie le déclin des industries textiles.

Cette industrialisation fut émaillée au début du siècle précédent de luttes sociales importantes. Elles font aujourd'hui partie de la conscience collective d'une classe ouvrière qui avait su s'organiser dès 1885 en créant ses premières chambres syndicales.

A la fin des années 70, le bassin d'emploi industriel Castres-Mazamet était de très loin le 2^{ème} bassin d'emploi de Midi-Pyrénées alors qu'il a rétrogradé aujourd'hui à la 3^{ème} place. Cette décadence s'explique essentiellement, par les mutations profondes de ses activités manufacturières traditionnelles, concurrencées depuis plus de vingt ans par la mondialisation de l'économie et la concurrence sauvage des pays que l'on dit émergents. 11 000 emplois industriels ont ainsi été perdus entraînant une lente érosion démographique et un taux de vieillissement de la population supérieur aux moyennes régionale et nationale : un cinquième de la population a 60 ans et plus.

Pour enrayer cette érosion, les divers décideurs du monde politique et économique local ont effectué un effort considérable de redynamisation, favorisant aussi l'implantation de nouvelles activités : chimie fine, bio santé, agro alimentaire, secteur tertiaire... Tout cela s'appuyant à la fois, sur les compétences et un savoir faire d'une main d'œuvre qualifiée, sur le vieil esprit d'entreprise du patronat local, mais aussi sur l'innovation technologique : plateforme numérique et technologie de l'information et de la communication (TIC) qui lui donne une longueur d'avance sur d'autres territoires.

Ces outils sont des vecteurs majeurs de développement, ils rendent le territoire compétitif et attrayant pour l'implantation d'entreprises nouvelles. Ils sont complétés par un pôle d'enseignement supérieur (IUT, école d'ingénieurs) et de laboratoires de recherche. Malgré cet important effort de reconversion, en 10 ans le bassin d'emploi est en déficit de 1200 emplois (6100 perdus pour 4900 créés) et il compte aujourd'hui 6046 demandeurs d'emploi de catégorie A, chiffre figurant parmi les plus élevés de la région Midi-Pyrénées. Par ailleurs ce bassin d'emploi est éligible au fonds national de revitalisation des territoires.

Il est bien évident que cette situation découle de l'isolement d'un territoire dont la liaison routière mais aussi ferroviaire avec la métropole régionale est totalement inadaptée.

Durant la même période, grâce essentiellement à la liaison autoroutière avec Toulouse, sur l'axe Saint Sulpice-Albi, l'emploi a progressé de 14,6 %.



Les atouts d'une liaison autoroutière :

L'Union Départementale Force Ouvrière constate que le bassin d'emploi Castres-Mazamet, malgré sa position géographique privilégiée par rapport à l'arc méditerranéen, est avec le bassin d'emploi d'Auch, le seul pôle économique de Midi-Pyrénées à ne pas être en prise directe par une infrastructure autoroutière avec la métropole régionale.

Il ne peut de ce fait jouer son rôle de pôle d'équilibre malgré les atouts dont il dispose faute d'accessibilité rapide, et n'a pu bénéficier de l'apport migratoire de la métropole Toulousaine, qui ces dernières années a « boosté » le développement par exemple d'Albi et de Montauban.

L'Union Départementale Force Ouvrière constate aussi que l'explosion démographique de l'aire urbaine Toulousaine se traduit par un étalement urbain :

- détruisant de nombreuses exploitations agricoles,
- porteur d'un effet inflationniste néfaste concernant le prix des terrains à bâtir, rendant difficile et cher le logement des salariés,
- que ces logements, situés dans des lotissements périphériques, sont mal desservis par les transports collectifs, obligeant souvent les salariés à utiliser leur véhicule personnel pour se rendre à leur travail, avec des temps de trajet de plus en plus longs du fait de la saturation des diverses voies de communication, notamment le périphérique intérieur de Toulouse.

L'autoroute seule solution envisageable :

Concernant l'indispensable liaison routière rapide entre Castres-Mazamet et Toulouse, l'Union Départementale Force Ouvrière, **tout en le dénonçant**, prend acte du désengagement de l'Etat, qui n'a prévu aucun financement pour l'amélioration de la RN 126 dans le dernier programme de modernisation des infrastructures (PDMI). L'Union Départementale Force Ouvrière constate que les financements

Si rien n'est entrepris, l'aire urbaine Toulousaine va dans les années à venir s'asphyxier lentement en multipliant aussi les divers problèmes notamment sociaux et environnementaux, liés au phénomène des banlieues.

Pour Force Ouvrière, parmi les solutions possibles, il paraît évident d'inciter les entreprises en voie d'extension et les entreprises nouvelles à s'implanter dans les villes moyennes de Midi-Pyrénées et notamment Castres-Mazamet, susceptibles d'offrir à leurs salariés et à leurs familles un cadre de vie valorisant, comprenant tous les services attendus par les salariés.

Cette politique équilibrée de développement régional n'est toutefois possible qu'avec la présence d'une liaison routière rapide et sécurisée avec la métropole régionale.

Les statistiques relatives à l'emploi attestent du bien fondé de cette analyse. Entre 1993 et 2007, l'emploi salarié privé a progressé de 39% à Montauban et de 23% à Albi-Carmaux, ces deux bassins d'emploi disposant d'une liaison autoroutière avec Toulouse. Durant la même période, Castres-Mazamet a perdu 2% de ses emplois.

croisés, Etat Collectivités Territoriales, n'ont permis sur 15ans (durée de 3 contrats de plan) que la réalisation des contournements de Soual et de Puylaurens, soit 11,5 km. A ce rythme, il faudrait plus de 40 ans pour réaliser le doublement des 40 km restants. L'emploi sur Castres-Mazamet n'y résisterait pas, la baisse de la démographie s'accélérait et les actuels investissements n'auraient servi à rien.

L'Union Départementale Force Ouvrière soucieuse du développement harmonieux de l'ensemble du département, dans l'intérêt économique et social du bassin de vie et d'emploi Castres-Mazamet, se prononce pour la mise en service rapide d'une liaison autoroutière entre Castres-Mazamet et Toulouse.

